

## Soudan/Une semaine après sa destitution L'ex-président Béchir en prison

AFP  
Khartoum/Soudan

*Les manifestants n'en restent pas moins mobilisés pour autant. Et ce malgré de nouveaux gestes de la part du pouvoir militaire.*

LES manifestants qui réclament un pouvoir civil au Soudan sont restés fortement mobilisés hier, malgré le transfert en prison de l'ex-président Omar el-Béchir, principale cible de leur colère avant sa destitution par l'armée la semaine dernière.

Un proche de l'ex-chef de l'Etat a indiqué à l'AFP que le président déchu, jusque-là détenu dans un lieu inconnu, avait été transféré dans la nuit dans une prison du nord de Khartoum. M. Béchir, 75 ans, a vu ses trois décennies de règne s'achever jeudi dernier avec sa déposition par les militaires après quatre mois de contestation populaire.

Il est par ailleurs sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), notamment pour "génocide" dans la province du Darfour (ouest), mais son extradition reste très incertaine. Dans la capitale, des milliers de personnes étaient toujours présentes pour le 12e jour consécutif devant le QG de l'armée. Le pays est en proie depuis décembre à une contestation inédite, déclenchée à l'origine par un triplement du prix du pain.

Les revendications de départ du président Béchir

ont évolué en exigence de dissolution du Conseil militaire qui lui a succédé, les manifestants réclamant désormais l'instauration d'un pouvoir civil.

"Nous avons fait face aux gaz lacrymogènes, beaucoup d'entre nous ont été emprisonnés. On nous a tiré dessus et beaucoup ont été tués. Tout cela parce que nous avons dit ce qu'on voulait", a déclaré hier à l'AFP une manifestante, Fadia Khalaf.

"ENERGIE POUR CONTINUER" • Au moins 65 personnes sont mortes depuis le début de ce mouvement en décembre, selon un bilan officiel.

"Quand je pense à ceux qui ont été tués dans la contestation, cela me donne de l'énergie pour continuer", a expliqué Ossama Hussein, un manifestant.

Des médecins et des journalistes ont rejoint hier le sit-in. Les premiers en blouse blanche, scandant "liberté, paix et justice", sont partis de l'hôpital central de Khartoum. Les journalistes ont entamé eux leur marche à partir du siège de l'agence de presse officielle Suna.

Les leaders du mouvement soulignent que la "révolution" n'a pas encore atteint ses objectifs. "Nous avons renversé le dictateur, mais ses lois sont encore en place", a souligné dans un communiqué l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe plusieurs formations parties prenantes de la contestation.

"On a peur qu'on nous vole notre révolution, c'est pour quoi nous restons sur place, et nous ne partirons pas



Photo : AFP

avant d'obtenir satisfaction à nos demandes", a indiqué la manifestante Fadia Khalaf.

Le conseil militaire a déjà fait des gestes envers les manifestants en libérant des protestataires, limogeant des figures controversées du nouveau pouvoir, et en promettant qu'un gouvernement civil serait établi, sans ingérence des militaires.

Mais lundi, la SPA a exigé que le Conseil militaire soit dissout et remplacé par un conseil civil, comprenant aussi des représentants de l'armée, une exigence qui a tendu les relations avec l'armée.

Samedi, le général Abdel Fattah Buhrane avait promis "d'éliminer les racines" du régime d'Omar el-Béchir. Le Conseil militaire qu'il dirige compte toutefois parmi ses dix membres des piliers du pouvoir sortant.

"CESSEZ-LE-FEU" • Parmi les autres mesures prises par le Conseil militaire fi-

gurait un cessez-le-feu à travers ce pays en proie à diverses rébellions.

Un haut responsable rebelle a ordonné hier la suspension des hostilités jusqu'à fin juillet dans les Etats méridionaux du Nil Bleu et du Kordofan-Sud, où ses hommes sont engagés dans des combats contre les forces gouvernementales.

Abdelaziz Al-Hilou, chef du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), a parlé d'un "gage de bonne volonté (...) pour donner une chance à un transfert immédiat du pouvoir aux civils".

Concernant le sort d'Omar el-Béchir, visé par des mandats d'arrêt de la CPI pour "crimes de guerre" et "crimes contre l'humanité" puis pour "génocide" au Darfour (ouest), le pouvoir militaire a d'abord affirmé qu'il refuserait de l'extra-

der. Puis il a, par la voix du général Jalaludine Cheikh, indiqué que la décision se-

**Le pouvoir militaire a beau multiplier les gestes, les contestataires demeurent campés sur leurs revendications qui ont au reste évolué au fil des jours.**

rait "prise par un gouvernement populaire élu et non par le Conseil militaire".

Omar El-Béchir "doit être immédiatement remis à la CPI", a déclaré hier Amnesty International dans un communiqué.

"Son cas ne doit pas être jugé précipitamment par le système judiciaire soudanais, notoirement dysfonctionnel", a ajouté l'ONG.

"Un procès devant la CPI n'est pas seulement vital pour les victimes des crimes atroces qui l'ont conduit à être inculpé mais doit constituer un premier pas pour garantir la justice" dans le pays.

Le général Abdel Fattah al-Burhane, chef du Conseil militaire de transition, a ordonné par ailleurs hier à la banque centrale de contrôler tous "les grands transferts d'argent".

Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis ont indiqué être prêts à retirer le Soudan de leur liste des pays accusés de soutenir le "terrorisme" si le Conseil militaire engageait un "changement fondamental" de gouvernance.

Un responsable du Département d'Etat a aussi précisé que Washington avait poussé le Conseil militaire à "agir rapidement" pour inclure des civils dans un gouvernement provisoire et organiser des élections.

### L'Afrique en bref

**Algérie/Politique. Manifestation contre le patron du principal syndicat**

Un millier de syndicalistes ont réclamé hier à Alger le départ du patron de l'UGTA, principale centrale syndicale d'Algérie, à qui ils reprochent ses liens avec le clan d'Abdelaziz Bouteflika, chassé du pouvoir début avril par une contestation inédite, a constaté un photographe de l'AFP.

**Libye/Conflit. La communauté internationale divisée**

La communauté internationale restait hier divisée sur l'offensive lancée par le maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli, capitale libyenne et siège du gouvernement d'union (GNA) ciblée mardi soir par des tirs de roquettes qui ont fait six nouveaux morts.

### A travers le monde

**Indonésie/Présidentielle. Le sortant Widodo donné gagnant**

Le président sortant Joko Widodo est donné gagnant de l'élection d'hier en Indonésie et apparaît en course pour un second mandat à la tête du plus grand pays musulman au monde, selon les premières estimations de trois instituts de sondages.

**Israël/Politique. Netanyahu chargé de former le prochain gouvernement**

Benjamin Netanyahu a été chargé hier de former le prochain gouvernement israélien, qui ferait ses débuts sous le signe des ennuis judiciaires du Premier ministre et de l'initiative attendue de la part des Etats-Unis pour régler le conflit avec les Palestiniens.

**Pérou/Politique. Mort de l'ex-président Alan Garcia**



L'ex-président péruvien Alan Garcia est décédé hier à l'hôpital des suites de ses blessures après s'être tiré une balle dans la tête au moment de son arrestation dans le cadre du scandale de corruption Odebrecht, a annoncé un dirigeant de son parti Omar Quesada.

**Turquie/Municipales. Le candidat de l'opposition proclamé vainqueur à Istanbul**

Le candidat de l'opposition Ekrem Imamoglu a été proclamé vainqueur des élections municipales à Istanbul par l'autorité électorale qui lui a délivré son mandat de maire hier, a annoncé son parti.

## Somalie/Attentat

# Au moins quatre morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Mogadiscio

AFP  
Mogadiscio/Somalie

AU moins quatre personnes ont été tuées et cinq blessées par l'explo-

sion d'une voiture piégée hier dans l'une des plus importantes artères de la capitale somalienne Mogadiscio, a annoncé la police.

"Pour l'instant, nous pouvons confirmer (un bilan de) quatre morts et cinq

blessés", a déclaré le chef adjoint de la police somalienne Zakia Hussein sur Twitter.

De son côté, le directeur du service d'ambulances privées Aamin, Abdulkadir Abdirahman Adan, a indiqué que ses équipes

avaient évacué treize blessés et un mort.

"L'explosion a été énorme et j'ai vu de la fumée et des éclats d'obus partout dans les environs. La police a bouclé la rue et des ambulances se précipitaient sur place pour récupérer les victimes", a raconté un témoin, Mohamed Abdikarin. L'explosion a eu lieu le long de la rue Maka Al-Mukarama malgré la récente augmentation du nombre de checkpoints policiers à Mogadiscio à la suite d'une recrudescence des attentats à la bombe commis par les insurgés islamistes shebab, liés à Al-Qaïda.

Le 28 mars, une voiture piégée avait foncé dans un restaurant tuant 15 personnes, quelques jours seulement après une attaque lancée par les shebab contre un complexe admi-

nistratif à Mogadiscio, qui avait fait 11 morts, dont le vice-ministre du Travail.

Plusieurs attentats à la bombe de moindre envergure ont également eu lieu dans la capitale.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats suicide y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils.

Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

## C'est arrivé...

### Tué par son casoar

UN habitant de l'Etat américain de Floride, qui élevait un casoar sur sa propriété, a été tué par son grand oiseau, ont rapporté les médias locaux.

Marvin Hajos, 75 ans, détenait différents animaux exotiques dans l'enceinte de sa maison du comté d'Alachua, a précisé dimanche dernier la chaîne WCJB.

Il se trouvait vendredi près de ses oiseaux quand il a chuté de façon accidentelle. L'un de ses deux casoars l'a alors attaqué, lui infligeant une blessure mortelle.

Pris en charge par les secours, le septuagénaire est décédé à l'hôpital.

Oiseau coureur proche de l'autruche ou de l'émeu, le casoar est considéré être "l'oiseau le plus dangereux du monde" par le zoo de San Diego.

Le bipède, originaire de Nouvelle-Guinée, est en effet doté de longues griffes tranchantes et peut sauter jusqu'à deux mètres de haut. La femelle peut atteindre 76 kilos, le mâle 55. Le casoar parvient à atteindre 50 km/h en vitesse de pointe.

... en Floride (Etats-Unis)